

DECLARATION CGT SUR LE DOB

Le rapport introductif fait état justement de la situation particulièrement difficile vécue par une majorité de lorraines et lorrains.

Ce sont les solutions pour y remédier – chacun à son niveau et selon ses compétences et ses responsabilités - qui nous préoccupent et doivent nous préoccuper.

La démocratie est parfois un exercice difficile, le débat sur le Budget Supplémentaire aurait dû permettre de moduler certaines affirmations et de constater que globalement, il restait dans les grands chapitres déjà votés... La raison principale d'un Budget Supplémentaire n'étant pas de présenter de grandes orientations mais d'ajuster certains choix en fonction de l'actualité. Ce qu'il a fait.

Néanmoins, la CGT regrette que la fin rapide de la dernière session n'ait pas permis d'examiner une résolution concernant l'avenir de la chimie en Lorraine et la responsabilité de TOTAL. Pour nous, ce point était important pour exiger d'autres choix pour la vie des lorrains.

Dans le Rapport introductif, la CGT partage la mise en cause de l'Etat et la diminution des capacités d'intervenir de ce fait.

La CGT regrette, d'ailleurs que sa demande d'un travail sur la RGPP ne soit pas reprise par le CESR de Lorraine. Cette réforme a des conséquences graves sur le fonctionnement de l'Etat dans la Région, s'éloignant des préoccupations quotidiennes, transformant le rôle du Préfet de Région, supprimant des postes et donc de l'emploi.

Mais le rapport aurait pu insister plus sur le danger que représente la Réforme annoncée des Collectivités Locales et qui n'est rien d'autre qu'une reconcentration de l'Etat, laissant aux Collectivités les dépenses en bloquant les recettes... Et en plus, les empêchant de décider de leur destin en supprimant la Clause Générale des Compétences. En liant ceci à la RGPO et au Bouclier Fiscal, on voit bien que l'Etat corsette les Collectivités et les prive de voies progressistes.

En même temps, le débat sur la Taxe Professionnelle montre la nocivité de sa suppression. D'un côté, les entreprises contribueraient moins et, de l'autre, les Collectivités – avec moins de moyens – devraient supporter les coûts de l'utilisation du domaine public par les entreprises... !

Cette évolution de la fiscalité des Collectivités Territoriales va encore se dégrader avec la Taxe Carbone qui ne leur serait pas remboursée...

Ce qui fait que le Conseil Régional est obligé d'utiliser des subterfuges - que la CGT condamne - tels que les Partenariats Privés Publics...

Autre regret dans ce rapport, la responsabilité des entreprises n'est jamais mise en œuvre... Nombre de dispositifs leur profite sans qu'il n'y ait de véritables contreparties.

La Responsabilité Sociale et Financière ne peut se limiter aux bénéfices des actionnaires ou à l'amélioration de leur cash flow !

La Cgt n'est pas opposée, de manière générale, aux aides aux entreprises. Elles peuvent se justifier ou être un véritable coup de fouet pour leur permettre de dépasser une phase difficile.

Néanmoins, ces aides sont données sans discernement et sans qu'il y ait assez de contrôle.

Depuis le début de son mandat, le Président Masseret propose que les Organisations Syndicales soient informées de ces aides et de leurs destinataires.

Malheureusement, les bonnes intentions répétées ne font pas une décision.

Et que l'on ne nous réponde pas sur la confidentialité : il ne peut y avoir de démocratie avec une information non partagée...

Des dispositifs existent dans d'autres Régions telles que Rhône-Alpes ou PACA, c'est bien que cela est possible.

Au détour de discussions informelles, nous savons que ces aides sont généralement conditionnées à des critères sociaux. Mais comment la Région peut vérifier autrement que par l'intervention des salariés et de leurs Représentants dans l'entreprise ?

En ces quelques années de mandat, il est compréhensible que tout ne puisse être changé. Mais des orientations peuvent se dessiner.

Les différentes actions du Conseil Régional manquent cruellement d'évaluation autant quantitative que qualitative.

Il serait bon qu'elle ait lieu et que l'on se pose la question si une action répond à son objectif attendu et quelles sont les modifications à opérer pour qu'elle soit réellement efficace.

Il est connu que la CGT est réticente sur certaines mesures, en l'état, telles que la plate-forme professionnelle ou l'Ecole de la Deuxième Chance. Mais nous demandons que l'on nous prouve que l'on a tort et que les ressentis des salariés que l'on connaît ne sont pas partagés...

Cela serait plus simple si le Conseil Régional de Lorraine était exemplaire en matière de Dialogue Social ! Nous allons arriver à la fin d'un cycle et rien n'a avancé sur ce sujet...

Nous avons besoin d'échanger en amont, d'être informé et de construire ensemble des outils sociaux et économiques.

Or, des Organisations Syndicales comme la CGT sont ignorées, quand il y a des engagements, ils ne sont pas souvent tenus, il n'y a pas d'interlocuteur dédié, rarement il y a des réponses à nos interpellations.

Le monde économique et social ne peut être représenté que par les employeurs...

La CGT rappelle que chacun à son rôle et sa place et que l'avis du CESR – quand il peut s'exprimer – ne remplace pas celui des Organisations Syndicales...

Surtout que la CGT partage la priorité donnée dans le rapport à conforter les filières industrielles de la Région et ses spécificités locales. Il n'est pas inutile de s'intéresser à de nouvelles filières, mais ne lâchons pas la proie pour l'ombre : l'emploi est d'abord dans ce que les lorrains savent faire le mieux...

Et nous apprécions que soit rappelée l'importance du social dans le développement durable. C'est ainsi que la CGT développe le concept de Développement Humain Durable : ne faisons pas une Société sans l'Homme.

Sans revenir sur toutes les opérations prévues dans le débat sur les Orientations Budgétaires, je voudrais rappeler quelques points sur lesquels nous sommes déjà intervenus :

Lorraine métropole

Qu'est-ce que c'est que ce nouveau concept ?

Si c'est pour dire que la Région est attentive au développement de chacun des territoires lorrains, c'est bien, mais c'est le rôle du Conseil Régional...

Si c'est pour intervenir de nouveau sur un débat sur la métropolisation où chacun invente son espace, il faut le faire autrement et en débattre réellement !

Mais la CGT comprend et partage l'inquiétude du Conseil Régional sur ce sujet : obtenir une métropole Nancy/Metz dans le cadre du débat sur la Réforme des Collectivités, c'est accepter un développement institutionnel indépendant de cette structure au détriment du reste de la Région ! Nous aurions un Conseil Régional de Lorraine qui n'interviendrait plus sur le territoire de cette métropole...

Au contraire, attachons-nous à éviter les ghettos sociaux engendrés par un développement anarchique des territoires.

Formation

La CGT considère que la Région ne réitère pas fortement sa proposition d'un pôle public de formation. Trop de formations sont aujourd'hui dévolues à la sphère privée et sur le court terme développé par les employeurs.

Nous ne sommes pas contre l'apprentissage mais ce type de formation ne convient pas à tous. Si il est souvent fait référence au fait qu'à la sortie, un étudiant sur deux trouve un emploi, on oublie que cette formation n'aboutit pas à l'emploi dans un cas sur deux !

De plus, on a bien vu à cette rentrée la difficulté de beaucoup de jeunes à trouver une entreprise qui les accueille pour leur formation...

Santé

Il s'agit d'un secteur où les ambitions de la Région sont insuffisantes.

La simple reconduction des actions de prévention masque mal la non-utilisation complète de ce Budget et son manque d'initiatives.

Quant aux Maisons de Santé, la CGT regrette que leur développement ne s'appuie pas sur le schéma régional mais plus au coup par coup...

La santé des lorrains est déficiente principalement pour deux raisons : les résultats des conditions de travail particulières à notre Région et le nombre grandissant de personnes âgées dépendantes.

Cela nécessite une autre orientation et d'être moteur dans la professionnalisation des Services à la Personne. Avec d'autres acteurs, la Région peut rationaliser, humaniser, ces professions en les aidant à respecter le droit du travail et combattre la précarité.

Pôle de compétitivité et clusters

Jusqu'à quand la Région continuera de financer fortement ces organismes sans participer à leur gouvernance. C'est quand même incroyable que le Conseil Régional donne des sommes énormes accaparés par le Patronat, sans réel contrôle...

Résultat, ces pôles qui devaient mettre en réseau essentiellement les PME se voient utilisés principalement par de grands groupes.

Dans les entreprises, les Représentants du Personnel ne sont pas informés – malgré l’obligation légale – et la question de la Formation n’est pas abordée sur ce sujet. Axe pourtant fort du Conseil Régional...

Et rien ne se dessine comme un éventuel changement dans l’annonce de deux nouveaux pôles de compétitivité en Lorraine.

Transports

La CGT apprécie la confirmation des engagements en matière d’infrastructures de Transports. En ce qui concerne le ferroviaire, il doit être confirmé un engagement en faveur du FRET SNCF ainsi que le maintien et le développement de gares FRET. Cela serait de nature à compléter la volonté du Conseil Régional de Lorraine d’être « le chef d’orchestre du développement durable ».

Par ailleurs, même si le Conseil Général des Vosges freine toujours la réouverture de la ligne ferroviaire de Laveline-Devant-Bruyères à Gérardmer, le Conseil Régional pourrait commencer par provisionner sa part laissant ainsi le Département des Vosges face à ses responsabilités. Le retrait du Conseil Régional du Tunnel Maurice Lemaire démontre qu’il est capable d’autonomie et de fermeté justifiée.

Au sujet de la tarification Voyageurs, force est de constater que l’effort consenti est à la hauteur des enjeux. Ce constat doit permettre de mieux appréhender les dessertes hors du Sillon Lorrain, en particulier les relations interrégionales mériteraient une attention particulière. A titre d’exemple, aujourd’hui, se rendre à Belfort en partant à 17h52 de Nancy est une véritable épreuve !

La CGT apprécie l’engagement du Conseil Régional de Lorraine pour le TGV Rhin-Rhône et la nécessité de la mise en œuvre de la Branche Sud.

L’investissement important de la Région Lorraine dans la rénovation et la modernisation du matériel est aussi à souligner.

Tous ces investissements financiers et techniques dans les TER mériteraient la mise en place d’une autre politique en matière d’accueil et de présence humaine de la part de la SNCF.

Grande Région

Même si la CGT ne voue pas une foi absolue aux bienfaits de la Grande Région, il faut reconnaître que cela devient un élément incontournable de la Lorraine.

C’est pourquoi nous souhaitons que le Conseil Régional dépasse les déclarations d’intention, ce qui semble être le cas.

Nous sommes particulièrement attentifs et reconnaissant du soutien au réseau des Conseillers EURES, remis en cause dans sa finalité par la Commission Européenne. Les Conseillers EURES sont là pour aider les transfrontaliers et non pas pour suppléer aux Services de l’Emploi !

Formation des Conseillers Economiques et Sociaux

La CGT regrette que la Région ne réponde pas aux dispositions du Code des Collectivités Locales et ne participe pas à la formation des Conseillers Economiques et Sociaux.

On ne peut pas à la fois estimer que nous remplissons mal notre mission et, en même temps, nous refuser la formation...

C’est pourquoi il est nécessaire de budgétiser cette action.

Conclusion

Pour la CGT, la dernière partie du rapport du rapport introductif, dénommé « les ressources 2010 en pleine tourmente », devrait être à la suite de la description de ce que vivent les lorrains et comment ils subissent plus que d'autres les conséquences d'une crise dont l'issue est lointaine et incertaine. Car, la question des ressources est évidemment centrale et déterminante.

Les orientations gouvernementales en matière de fiscalité, d'autonomie de décision pour les Collectivités, de contraintes, impactent fortement les capacités de la Région à influencer sur les conditions sociales, économiques et environnementales des lorraines et des lorrains.

Pire, ce sont les Régions qui souffrent le plus, qui ont donc besoin d'être plus aidées, qui auront le moins de moyens...

Mais n'est-ce pas l'orientation du Gouvernement de favoriser les Riches et d'écraser les Petits ?

Ce qui fait que la CGT ne partage pas du tout l'assertion, page 18 du rapport, qui affirme que « parce que les lorrains, abandonnés de leur Etat, ne peuvent compter que sur eux-mêmes »

Au contraire, nous devons nous battre pour que la solidarité nationale s'exerce, pour que les lorrains aient les moyens de leur développement, pour que la Lorraine soit attractive et que nos enfants y restent !